



LETTRE OUVERTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU THÉÂTRE DE L'OPÉRA DE ROME, À LA MUNICIPALITÉ DE ROME ET AU GOUVERNEMENT ITALIEN

Les trois fédérations internationales représentant les travailleurs du secteur des arts et du spectacle appellent le Conseil d'Administration du Théâtre de l'Opéra de Rome à revenir sur sa décision de licencier tous les musiciens de l'orchestre et membres du chœur

La Fédération Internationale des Musiciens (FIM), la Fédération Internationale des Acteurs (FIA), UNI - Media, Entertainment & Arts (UNI MEI) et leurs organisations membres dans plus de 120 pays ont été extrêmement choquées d'apprendre la décision du Conseil d'administration de l'Opéra de Rome de mettre fin aux contrats de travail de tous les musiciens de l'orchestre et des membres du chœur de cette institution, dans un acte odieux de vandalisme culturel. Cette décision à courte vue est totalement inappropriée sur le plan économique et social et extrêmement dangereuse d'un point de vue artistique.

Les trois fédérations signataires entendent également dénoncer vigoureusement les fausses affirmations par lesquelles le Conseil d'administration prétend justifier sa décision. Contrairement à ses allégations, aucune autre capitale européenne n'a commis l'erreur d'externaliser le personnel artistique d'une institution aussi emblématique que l'Opéra de Rome. Il est de notoriété publique que la personnalité d'un orchestre, sa maîtrise d'un vaste répertoire avec la qualité d'exécution requise et, partant, sa réputation internationale reposent sur ses propres artistes permanents ainsi que sur des années de pratique individuelle et collective. Aucun professionnel impliqué dans l'administration d'un opéra ou d'un orchestre ne peut sérieusement recommander d'échanger un orchestre permanent de réputation internationale contre une entité externe, inexistante et purement hypothétique.

Ce qui est en jeu n'est pas seulement les emplois de 182 artistes talentueux et dévoués et la vie de leurs familles. Il s'agit aussi d'offrir un service essentiel à tous les mélomanes en Italie et au-delà, en leur assurant la meilleure qualité possible. Des décennies de travail opiniâtre sont nécessaires pour forger une institution de niveau international telle que l'Opéra de Rome. Une mauvaise décision prise à la hâte peut suffire à la détruire sans retour. L'Italie a offert au monde l'art de l'opéra. Ce serait une tragédie si la capitale de la patrie de l'opéra devait abandonner sa propre culture et un patrimoine exceptionnel.

La FIM, la FIA et UNI MEI croient fermement qu'il existe une autre solution à la crise actuelle. À cette fin, elles demandent instamment au conseil d'administration de l'Opéra de Rome, à la Municipalité de Rome et au Gouvernement italien d'annoncer sans délai la réintégration de tous les artistes licenciés et d'engager de véritables négociations, ouvertes et professionnelles, en excluant d'emblée toute forme d'externalisation de son personnel artistique. La communauté musicale internationale ne comprendrait pas que le Gouvernement italien, qui assure actuellement la présidence de l'Union Européenne, ne prenne pas toutes les mesures nécessaires pour annuler la décision brutale et profondément anti-culturelle du conseil d'administration de l'Opéra de Rome.

Le soutien aux musiques symphonique et lyrique, au théâtre, à la danse et au ballet, qui constituent une part précieuse et fragile de notre patrimoine culturel, relève de la responsabilité des gouvernants nationaux, régionaux et locaux. En tout état de cause, le scénario d'une destruction consciente et volontaire d'un des piliers de la culture italienne ne saurait être envisagé.

La FIM, la FIA et UNI MEI sont prêtes à faciliter la reprise des négociations en vue d'atteindre un compromis raisonnable, dans l'intérêt de toutes les parties concernées.



Les trois fédérations FIM, FIA et UNI MEI constituent ensemble l'Alliance Internationale des Arts et du Spectacle (IAEA). Cette alliance sectorielle mondiale est membre du Conseil des fédérations sectorielles mondiales et de la CES. IAEA est un partenaire officiel du dialogue social européen.